

L'ajournement

tastrophiques pour ce secteur industriel de la politique gouvernementale du dollar fort, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour faire baisser la valeur de notre dollar ou, à tout le moins, contrebalancer l'incidence néfaste de cette politique sur le secteur forestier?

N'étant pas satisfait des réponses à cette question par le ministre, j'ai donc décidé d'en demander plus ce soir.

Le ministre doit savoir que le secteur forestier a une importance considérable pour l'économie du Canada. Par exemple, l'industrie emploie environ 300 000 personnes et 550 000 autres. En 1988, les terres forestières productrices ont rapporté plus de 30 millions de dollars en marchandises expédiées. Au Canada, un dollar de fabrication sur sept est relié aux forêts. Le secteur forestier contribue plus de 17 millions de dollars à la balance commerciale nette du Canada, montant qui excède le total des balances commerciales nettes de l'agriculture, des pêches et des mines.

Le secteur forestier est plus vaste que celui de l'automobile et du pétrole. De plus, la vente des produits de la forêt au pays et à l'étranger équivaut à un commerce annuel de près de 25 millions de dollars pour le Canada.

[Traduction]

La politique monétaire à laquelle ma question fait allusion est liée à la fois à la vigueur du dollar et aux taux d'intérêt élevés. Je voudrais simplement en signaler les répercussions sur l'ensemble de l'économie. Permettez-moi de citer quelques statistiques.

Les bénéficiaires des sociétés ont enregistré un recul de 17 p. 100 l'an dernier et devraient diminuer de 10 p. 100 encore cette année. Au cours du premier semestre de 1990, il y a eu 23 651 faillites, ce qui est de 30 p. 100 supérieur aux chiffres de la même période en 1989. On dépasse de 3 000 le record établi pendant la dernière récession, au début des années 80.

Je pourrais peut-être présenter les choses dans leur contexte dès le départ. Je n'attribue pas toutes ces difficultés à la politique monétaire. D'autres facteurs entrent en jeu, mais la politique monétaire y est aussi pour quelque chose.

Dans le domaine de la fabrication et des services professionnels, nous avons perdu 148 000 emplois entre juin 1989 et juin 1990, ce qui représente 6,9 p. 100 de tous les emplois de ce secteur. Les livraisons sont à la baisse dans 17 des 22 secteurs. C'est le pire bilan depuis la récession de 1981-1983.

Passons au budget. Les chiffres de M. Wilson sur le déficit de 1990 étaient basés sur un taux d'intérêt moyen de 11,1 p. 100. Nous savons que le taux a oscillé autour de

13,18 p. 100 pendant le premier semestre. Si M. Wilson tient à atteindre son objectif, il devra ramener les taux à 8,82 p. 100 pendant la deuxième moitié de l'année, ce qui est une baisse de 4,56 points. J'aurais dû demander combien d'emplois encore il nous fallait perdre dans l'ensemble de l'économie.

Comme ma question portait sur le secteur forestier, je veux savoir quelle incidence cette politique monétaire a eue sur ce secteur.

Au cours du premier semestre de 1990, les gains ont baissé de 40 à 50 p. 100 dans l'ensemble du secteur forestier à cause de la valeur élevée du dollar. Pendant la même période, les expéditions de pâte à papier ont diminué de 20 p. 100 pour la même raison. Les représentants de l'industrie estiment que 4 500 mises à pied sont directement liées à la valeur élevée du dollar.

En Colombie-Britannique, une hausse d'un cent de la valeur du dollar entraîne une baisse de 100 millions de dollars des recettes. Le secteur forestier a perdu 5,1 milliards de dollars de recettes entre 1987 et 1989 à cause de la valeur élevée du dollar. Les pertes ont totalisé 2,5 milliards en 1989, et on s'attend à ce qu'elles soient plus élevées en 1990.

• (1805)

Le taux de chômage est élevé dans la circonscription de Restigouche—Chaleur, que je représente, une circonscription dont l'économie est axée sur les ressources naturelles. Encore une fois, nous voyons les effets de cette politique monétaire: le taux de chômage élevé et les mises à pied. Nous avons même deux sociétés importantes, qui visent des marchés internationaux, dont les travailleurs sont en grève. Ces sociétés hésitent à retourner à la table des négociations à cause de la valeur élevée du dollar. Ce n'est pas la seule raison pour laquelle les travailleurs sont en grève, mais cela contribue à aggraver le problème.

Le ministre des Forêts est tenu de protéger le secteur forestier. Je ne lui demande pas de changer la politique financière; je lui demande seulement d'essayer d'amener le ministre des Finances ou le premier ministre à voir les effets néfastes qu'a la politique des taux d'intérêt élevés et du dollar élevé du gouvernement sur le secteur forestier. Je crois qu'il est impératif que le ministre se rende compte que c'est là une des ses responsabilités.

[Français]

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Forêts): Monsieur le Président, je voudrais rappeler à mon collègue que le ministre avait répondu, à